**ACCORD RELATIF A LA CREATION D'UN COMITE D'HYGIENE, SECURITE ET
DES CONDITIONS DE TRAVAIL DU GROUPE NEW AREVA HOLDING**

La Direction Générale du groupe New AREVA Holding, représentée par Monsieur Jacques BOUVIER, en sa qualité de Directeur des Affaires Sociales du Groupe

Et les Organisations syndicales représentatives au niveau du groupe New AREVA Holding suivantes :

- la CFDT représentée par Jean Pierre BARA
- la CFE-CGC représentée par Cyrille VINCENT
- la CGT représentée par Pierre Emmanuel JOUY
- la CGT-FO représentée par Cedric NOYER
- l'UNSA/SPAEN représentée par HUSBERGHINI KADDOUR

125

KM
1/13 W
CN JPB

Préambule	3
Article 1 - Objet de l'accord et champ d'application.....	4
Article 2 - Missions du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du groupe New AREVA Holding (ci-après dénommé CHSCT Groupe).....	4
Article 3 - Composition du CHSCT Groupe	4
3.1. Représentants de la Direction du Groupe	4
3.2. Représentants du personnel.....	5
3.2.1. Nombre de sièges.....	5
3.2.2. Répartition des sièges.....	5
3.2.3. La durée et le renouvellement des mandats.....	5
3.3. Représentants Syndicaux	6
3.4. Personnes qualifiées.....	6
Article 4 - Fonctionnement du CHSCT Groupe	6
4.1. Secrétaire et Secrétaire adjoint.....	6
4.2. Réunions	6
Article 5 – Moyens du CHSCT Groupe.....	7
5.1. Temps passé aux réunions	7
5.2. Moyens du Secrétaire et du Secrétaire adjoint.....	7
5.3. Les représentants syndicaux	7
5.4. Etudes et groupes de travail	7
5.5. Formation	8
Article 6 - L'obligation de discrétion.....	8
Article 7 - Date d'entrée en vigueur de l'accord.....	8
Article 8 - Clause de rendez-vous	8
Article 9 - Dénonciation et révision de l'accord	8
Article 10 - Dépôt de l'accord	9
ANNEXE 1	
<i>Sociétés comprises dans le champ d'application de l'Accord</i>	<i>10</i>
<i>à sa date de signature.....</i>	<i>10</i>
ANNEXE 2	
<i>Mode de calcul conventionnel : Répartition des sièges au CHSCT de Groupe.....</i>	<i>11</i>

RS

KM
 W
 2/13
 JPB
 23

Préambule

Il existait, au sein du Groupe AREVA, un accord relatif à la création d'un CHSCT de groupe AREVA France en date du 18 octobre 2012.

L'augmentation du capital de la société New AREVA Holding, qui est intervenue le 27 juillet 2017, au terme de la procédure d'information et de consultation menée auprès des institutions représentatives du personnel compétentes, a entraîné la mise en cause de cet accord au sein de chacune des sociétés du groupe New AREVA Holding.

Par ailleurs l'augmentation de capital a entraîné l'assujettissement de New AREVA Holding aux dispositions du Code du travail sur le Comité de Groupe.

Les parties ont néanmoins souhaité aménager les dispositions légales pour tenir compte de la situation du Groupe et du contexte dans lequel il évolue.

C'est dans ce contexte que les parties ont souhaité conclure le présent accord qui se substitue, au périmètre de New AREVA Holding, aux dispositions de l'accord relatif à la création d'un CHSCT de groupe AREVA France en date du 18 octobre 2012.

Le présent Accord a pour objet de développer et renforcer les échanges d'informations et de créer un dialogue permanent entre la Direction du Groupe et les Organisations Syndicales représentatives au niveau du Groupe, dans les domaines de l'hygiène, de la sécurité au travail, de la radioprotection, de la sûreté, des conditions de travail et de la santé au travail.

A cet égard, les parties tiennent à rappeler et confirmer les principes suivants auxquels elles sont particulièrement attachées :

- Réduire le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles, par le biais de plans d'actions déployés aux différents niveaux de l'organisation du Groupe ;
- Prévenir les risques professionnels au sein des entreprises du Groupe, au moyen notamment d'un haut niveau de formation, d'une réduction des contraintes et nuisances liées à l'activité professionnelle, et de ce fait diminuer la pénibilité et améliorer les conditions de travail ;
- Maintenir un haut niveau de qualité de la santé au travail au sein du Groupe.

Pour répondre à ces enjeux et afin de tenir compte de la diversité des activités des entreprises du Groupe, il est convenu de mettre en place une instance conventionnelle d'informations, d'études et d'échanges sur les questions concernant l'hygiène, la sécurité, la radioprotection, la sûreté, (en cas d'impact sur la santé et les conditions de travail des salariés) les conditions de travail et la santé au travail, communes aux entreprises et établissements du Groupe.

Les dispositions du présent accord ne peuvent en aucun cas limiter ni les prérogatives, ni les moyens légaux ou conventionnels des instances représentatives du personnel propres à chaque entreprise ou établissement du Groupe. Cette nouvelle instance viendra en appui et en renfort des CHSCT des établissements et entreprises du Groupe.

Il a donc été convenu ce qui suit :

RTJ

K11 79
CW 3/13 W
JPB

Article 1 - Objet de l'accord et champ d'application

Le présent accord a pour objet de mettre en place une instance conventionnelle d'informations, d'études et d'échanges sur les sujets hygiène, sécurité, radioprotection, sûreté (en cas d'impact sur la santé et les conditions de travail des salariés), conditions de travail et santé au travail, appelée Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail Groupe, concernant l'ensemble des salariés du groupe New AREVA Holding en France.

Le présent accord s'applique à l'ensemble des sociétés dans lesquelles New AREVA Holding détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social, dès lors que leur siège est situé sur le territoire français (Cf. liste annexe 1).

Article 2 - Missions du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du groupe New AREVA Holding (ci-après dénommé CHSCT Groupe)

Les missions principales du CHSCT Groupe sont les suivantes :

- examiner la mise en œuvre de la réglementation dans les domaines de l'hygiène, de la sécurité, de la radioprotection, des conditions de travail et de la santé au travail tant physique que psychologique, veiller à la mise en cohérence des outils et pratiques au niveau du Groupe, en particulier ceux permettant un meilleur suivi de la prévention des expositions et un renforcement de la formation en matière de risques professionnels ;
- être informé des incidents de sûreté significatifs déclarés (ayant un impact significatif sur la santé et les conditions de travail), et des événements intervenus sur les sites classés Seveso ;
- émettre des recommandations sur l'évolution des règles relatives aux questions d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail communes aux établissements et entreprises du Groupe, et être informé des suites données ;
- examiner les statistiques globales relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles et veiller à la mise en œuvre de la réglementation en la matière ;
- proposer des études visant à améliorer, l'hygiène, la santé, la sécurité et les conditions de travail (transverses et concernant plusieurs entreprises ou établissements du Groupe).

Le CHSCT Groupe ne se substitue aucunement aux CHSCT propres à chaque établissement ou entreprise qui conservent, en conséquence, l'intégralité de leurs attributions légales et leurs moyens légaux et conventionnels. Il peut néanmoins leur transmettre toute suggestion ou observation qui lui semblerait utile et vient en renfort et en appui en cas de besoin.

Article 3 - Composition du CHSCT Groupe

Le CHSCT Groupe est composé comme suit :

3.1. Représentants de la Direction du Groupe

- Le Directeur Général de New AREVA Holding ou son représentant à savoir le Directeur en charge des fonctions Sûreté, Santé, Sécurité, Environnement du Groupe ;
- Le Directeur des Ressources Humaines du Groupe ou son représentant, en l'occurrence le Directeur en charge de la QVT ;
- Le Directeur en charge de la Santé et de la Sécurité du Groupe ;
- Le Responsable en charge de la sécurité au travail du Groupe.

125

1CH W
4/13
JPB

La Présidence du CHSCT Groupe est assurée par le Directeur Général ou son représentant, le Directeur en charge des fonctions Sûreté, Santé, Sécurité, Environnement du Groupe.

3.2. Représentants du personnel

3.2.1. Nombre de sièges

La délégation des représentants du personnel est composée de 21 représentants du personnel désignés par les organisations syndicales, parmi les représentants du personnel ou les titulaires de mandats syndicaux au sein des entités du Groupe et en priorité au sein des membres des CHSCT.

Afin d'assurer la continuité de la représentation des salariés, en cas d'indisponibilité ou d'absence temporaire d'un représentant du personnel au CHSCT Groupe, l'Organisation Syndicale qui l'a désigné peut le remplacer dans les conditions décrites au 1er alinéa.

Dans le cadre des dispositions légales, les parties s'efforceront de respecter le principe de mixité dans la composition de leurs délégations.

3.2.2. Répartition des sièges

Les sièges sont répartis entre les différentes Organisations Syndicales représentatives au niveau du Groupe à la date de constitution et de renouvellement de l'instance, proportionnellement au nombre de voix qu'elles ont obtenues dans l'ensemble des collèges électoraux au premier tour des dernières élections professionnelles des membres titulaires aux Comités d'entreprise, d'établissement ou des Délégations Uniques du Personnel et des Instances Uniques de Représentation du Personnel (en respectant le principe du plus fort reste).

A la date de la constitution du CHSCT groupe, la répartition entre les Organisations Syndicales, figure en annexe 2 du présent accord

Les Organisations Syndicales désigneront et communiqueront sous un mois, à partir de la constitution de la dite instance, leurs représentants au CHSCT Groupe.

Le CHSCT Groupe ayant pour mission d'appréhender les sujets d'hygiène, de sécurité, de radioprotection, de sûreté, de conditions de travail et de santé au travail, communs aux établissements et entreprises du Groupe, les Organisations Syndicales s'efforceront d'assurer la représentation du plus grand nombre de métiers du Groupe (métiers opérationnels et fonctions supports).

3.2.3. La durée et le renouvellement des mandats

La durée des mandats des représentants du personnel au CHSCT Groupe est de 4 ans à la date de constitution et de renouvellement de l'instance.

Lorsqu'un représentant du personnel au CHSCT Groupe perd son mandat au sein du CHSCT Groupe ou son mandat de base au sein de l'établissement ou de l'entreprise dont il est issu, pour quelque motif que ce soit, l'Organisation Syndicale l'ayant désigné procédera à une nouvelle désignation en vue de son remplacement selon les règles définies à l'article 3.2.1, pour la durée du mandat restant à courir.

REJ

121
JPB
5/13
W
CN

3.3. Représentants Syndicaux

Les Organisations Syndicales représentatives au niveau du Groupe peuvent désigner un représentant syndical auprès de cette instance.

3.4. Personnes qualifiées

Il pourra être fait appel à toute personne qualifiée, dont les compétences peuvent être utiles pour traiter des questions portées à l'ordre du jour des réunions du CHSCT Groupe. L'identification de ces personnes sera faite à l'occasion de la réunion préparatoire à l'ordre du jour prévue à l'article 4.2.

Article 4 - Fonctionnement du CHSCT Groupe

4.1. Secrétaire et Secrétaire adjoint

Les représentants du personnel au CHSCT Groupe désignent parmi les représentants du personnel un Secrétaire et un Secrétaire adjoint pour une durée allant jusqu'au renouvellement de l'instance.

Le Secrétaire et le Secrétaire adjoint sont désignés par un vote à bulletins secrets, à la majorité simple des membres élus présents à la réunion. Le candidat ayant obtenu le plus de voix est élu. En cas d'égalité des voix, sera désigné le candidat le plus âgé.

En cas de perte par le Secrétaire de son mandat de représentant du personnel au CHSCT Groupe, il est procédé à son remplacement, pour la durée du mandat restant à courir selon des modalités identiques à celles de sa désignation ; il en est de même en cas de perte du mandat de Secrétaire adjoint.

4.2. Réunions

Lors de sa première réunion, suivant la mise en place ou le renouvellement, le CHSCT Groupe adopte son règlement intérieur.

Le CHSCT Groupe se réunit deux fois par an sur convocation de son Président.

Une de ces réunions, d'une durée de deux jours, se tiendra sur un site industriel et comportera, à cette occasion, une visite d'installation.

L'ordre du jour des réunions est établi conjointement par le Président et le Secrétaire, dans le cadre d'une réunion prévue à cet effet. Outre le Président et le Secrétaire, le Secrétaire adjoint, les représentants syndicaux au CHSCT Groupe, le responsable de la sécurité au travail Groupe et le représentant de la Direction des Ressources Humaines, participent à cette réunion.

L'ordre du jour ainsi établi est transmis aux membres du CHSCT Groupe au moins 15 jours calendaires avant la réunion. Les documents préparatoires sont joints à l'ordre du jour.

Les procès-verbaux de réunion sont rédigés par un(e) sténotypiste, dont le coût est pris en charge par la Direction, en partant de la prise de notes des échanges qu'il (elle) a pris en séance.

Le projet de procès-verbal est adressé sous un mois au Secrétaire qui centralise les éventuelles observations et les transmet dans les mêmes délais à la Direction.

165

27/11/11
6/13 W
5PB

Le compte rendu est approuvé à la réunion suivante. Il est consultable sur le site Intranet HSE.

Une réunion exceptionnelle du CHSCT Groupe peut être organisée, dans les mêmes conditions de forme que les réunions ordinaires et dans les meilleurs délais, à l'initiative du Président ou à celle de la majorité de ses membres.

La réunion constitutive du CHSCT Groupe a lieu dans le mois qui suit la désignation par les Organisations Syndicales de l'ensemble des membres le composant.

Chaque réunion sera précédée la veille d'une réunion préparatoire.

Article 5 – Moyens du CHSCT Groupe

5.1. Temps passé aux réunions

Le temps passé en réunion comme le temps normal de déplacement est considéré comme temps de travail.

5.2. Moyens du Secrétaire et du Secrétaire adjoint

Le Secrétaire du CHSCT Groupe bénéficie d'un crédit de 10 jours par an et le Secrétaire adjoint d'un crédit de 5 jours par an. Ils bénéficient de plus du même crédit d'heures que celui des représentants syndicaux prévu à l'article 5.3 suivant.

Il est accordé au Secrétaire et au Secrétaire adjoint un crédit global de 10 jours de mission par an, hors temps de trajet) avec frais.

Ils disposent des moyens matériels prévus à l'article 9.3.1 de l'accord relatif à l'exercice du droit syndical et au développement du dialogue social au sein du Groupe New AREVA Holding, ainsi que :

- d'une adresse électronique au nom du CHSCT Groupe ;
- d'un bureau, attribué par l'établissement d'origine, sauf circonstance exceptionnelle ;
- d'un numéro de conférence téléphonique, exclusif au CHSCT.

5.3. Les représentants syndicaux

Chaque représentant syndical au CHSCT Groupe bénéficie d'un crédit d'heures mensuel de 30 heures ; il bénéficie en outre de 6 jours de mission par an (hors temps de trajet) avec les frais associés, conformément aux règles en vigueur au sein de la filiale de premier rang à laquelle il appartient.

5.4. Etudes et groupes de travail

Le CHSCT Groupe peut proposer des études visant à améliorer l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail des salariés, selon les conditions suivantes :

- l'étude doit être transverse et concerner plusieurs entreprises ou établissements du Groupe ;
- le sujet de l'étude et le cas échéant le choix du spécialiste qui pourrait être sollicité pour l'accompagner sont définis par accord entre la majorité des membres élus et le Président ;
- Un budget annuel de 65000 euros est prévu afin que le CHSCT Groupe puisse se faire accompagner par des spécialistes compétents, externes au Groupe, dans les domaines abordés afin de lui apporter les éclairages nécessaires.

RS

70 CN KM 7/13 JPB W

Ces études et dossiers relatifs à des sujets d'importance nationale pourront être réalisés dans le cadre de groupes de travail pluridisciplinaires (Direction HSE médecins du travail – ergonomes - responsables sécurité - membres des CHSCT et des représentants des Organisations Syndicales).

5.5. Formation

Lors de leur premier mandat au sein du Comité, les membres du Comité bénéficient à leur initiative, d'une formation interne présentant l'environnement et la stratégie du Groupe, dans les mêmes conditions que celles prévues par l'accord relatif au développement du dialogue social.

Article 6 - L'obligation de discrétion

Les membres du CHSCT Groupe et les personnes invitées sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations qui ont été expressément communiquées à titre confidentiel.

Article 7 - Date d'entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en vigueur à la date de signature. Le nouveau CHSCT Groupe sera constitué et réuni dans le mois suivant ladite signature.

Il se substituera, à compter de cette date, en application de l'article L.2261-14 du code du travail, à l'accord de création d'un CHSCT Groupe France AREVA SA du 18 octobre 2012 mis en cause à l'occasion de l'augmentation de capital de New AREVA Holding.

Il est convenu que le présent accord sera réitéré en l'état lors du changement de nom de NEW AREVA HOLDING.

Article 8 - Clause de rendez-vous

Les parties sont convenues, en application de l'article L.2222-5-1 du Code du travail, que la Direction et les organisations syndicales représentatives au niveau du groupe se réuniront pour faire le point sur l'application du présent accord dans le temps, soit à l'initiative de la Direction, soit sur demande écrite d'au moins deux organisations syndicales représentatives au niveau du groupe.

Article 9 - Dénonciation et révision de l'accord

L'accord pourra être dénoncé par les parties signataires selon les modalités et les effets de la dénonciation prévus par les articles L 2222-6 et L 2261-9 et suivants du Code du travail.

L'accord pourra être également révisé selon les modalités des articles L 2261-7 et suivants du Code du travail.

Si une société venait à sortir ou à être incluse dans le périmètre du Comité, les parties se rencontreraient dans un délai maximum de 3 mois pour décider des conséquences à en tirer

En cas de difficulté particulière dans l'application ou l'interprétation du présent accord, la Direction et les organisations syndicales signataires se rencontreront soit à l'initiative de la

RES

73
W
K1
8/13
JPB
CN

Direction, soit sur demande écrite d'au moins deux organisations syndicales représentative au niveau du Groupe.

Article 10 - Dépôt de l'accord

Le présent accord sera établi en 9 exemplaires pour remise à chacune des parties signataires et déposé auprès des autorités compétentes.

Il fera également l'objet d'une communication auprès de chaque société comprise dans le champ d'application du présent accord.

Fait à Courbevoie, en 8 exemplaires originaux, le 28 juillet 2017.

Pour le groupe New AREVA Holding :

Jacques BOUVIER en sa qualité de Directeur des Affaires Sociales du Groupe

Pour les Organisations Syndicales représentatives :

- la CFDT

représentée par

JP BARA

- la CFE-CGC

représentée par

C. VINCON

- la CGT

représentée par

P. Emmanuel JOLY

- la CGT-FO

représentée par

C. NOYER

- l'UNSA/SPAEN

représentée par

MISSENHINI KADDOUR

ANNEXE 1
Sociétés comprises dans le champ d'application de l'Accord
à sa date de signature

SOCIETE	FORME	CONVENTION COLLECTIVE
AMALIS	SA	Métallurgie
AREVA BS	SASU	Métallurgie
AREVA MINES	SA	Métallurgie
AREVA NC	SA	Métallurgie
AREVA PROJETS	SASU	
EURODIF Production	SA	Métallurgie
EURODIF	SA	Métallurgie
LEMARECHAL-CELESTIN	SASU	Transports routiers
MSIS Assistance	SASU	Métallurgie
NEW AREVA HOLDING	SA	Métallurgie
NEW Laboratoire d'Etalons d'Activité (LEA)	SAS	Métallurgie
POLINORSUD	SASU	Métallurgie
SET	SASU	Métallurgie
SOVAGIC	SARL	Immobilier
STMI	SA	Métallurgie
TEMIS	SASU	Métallurgie
TN International	SA	Syntec
TRIHOM	SAS	Organisme de formation

RES

21
 KM
 CN
 JPB W

ANNEXE 2

Mode de calcul conventionnel : Répartition des sièges au CHSCT de Groupe

1. Nombre de voix par Organisation syndicale

CFDT	2562
CFE-CGC	1975
CFTC	68
CGT	1906,5
FO	2159,5
UNSA-SPAEN	1684
Total	10355

2. Répartition des sièges

La répartition des sièges entre les Organisations Syndicales est réalisée de la manière suivante :

- Les 21 sièges sont répartis proportionnellement au nombre de voix obtenues aux élections professionnelles avec application de la méthode du plus fort reste.

3. Quotient électoral pour les 21 sièges à répartir

Total de voix / nombre de sièges à pourvoir = $10355,0/21 = 493,09$

CFDT	$2\ 562 / 493,09 = 5,19$	5 sièges
CFE-CGC	$1\ 975 / 493,09 = 4,00$	4 sièges
CFTC	$68 / 493,09 = 0,13$	0 siège
CGT	$1\ 906,5 / 493,09 = 3,86$	3 sièges
FO	$2\ 159,5 / 493,09 = 4,37$	4 sièges
UNSA-SPAEN	$1\ 684 / 493,09 = 3,41$	3 sièges
Total		19 sièges pourvus

Il reste 2 sièges à pourvoir.

4. Répartition au plus fort reste des sièges à pourvoir

CFDT	$5,19-5 = 0,19$	
CFE-CGC	$4,00-4 = 0$	
CFTC	$0,13 - 0 = 0,13$	
CGT	$3,86-3 = 0,86$	+ 1 siège
FO	$4,37-4 = 0,37$	
UNSA-SPAEN	$3,41-3 = 0,41$	+ 1 siège

5. Résultats

Organisations syndicales	Répartition de sièges au nombre de voix
CFDT	5 sièges
CFE-CGC	4 sièges
CFTC	0 siège
CGT	4 sièges
FO	4 sièges
UNSA-SPAEN	4 sièges